

BRICS, ENTRE STATISTIQUE ET LOBBYISME

PAR

YANN ECHINARD (*)
JACQUES FONTANEL (**)
et MAXENCE FONTANEL (***)

Depuis la fin du XX^e siècle, l'effondrement du système soviétique et l'application des règles de l'Organisation mondiale du commerce, la croissance des pays en développement a été spectaculaire (1), même si elle s'est réalisée de manière très inégale au regard de l'histoire de chaque pays. En 1981, avec le développement des marchés boursiers dans le monde, la Société financière internationale, filiale de la Banque mondiale, a développé le concept de « pays émergents » pour différencier les pays en développement offrant de larges opportunités aux investisseurs de ceux qui n'offraient qu'une attraction économique limitée. Les pays émergents sont caractérisés par une production intérieure brute par habitant encore nettement inférieure à celle des pays dits développés, mais aussi un taux de croissance très rapide et des structures industrielles en essor, laissant ainsi entrevoir un « rattrapage » de développement économique dans la logique des stades de croissance de Rostow (2). D'autres critères sont susceptibles d'être appliqués, notamment l'amélioration du niveau de vie d'une part de plus en plus importante de la population, l'ouverture au marché mondial des produits et services et la participation active aux flux internationaux de capitaux. La liste des pays concernés évolue dans le temps. Dans une première vague, des pays relativement petits ont « émergé » et ont rejoint les pays développés, principalement les quatre dragons asiatiques (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hong Kong). Aujourd'hui, ce ne sont plus de « petits » pays qui ont la volonté politique d'émerger, mais les plus grands pays du monde, désireux à la fois d'acquérir ou de reconquérir une puissance économique digne de leurs ambitions. Autant les « nouveaux pays industrialisés » des dragons asiatiques entraînent dans les stratégies des entreprises multinationales, sans remettre en cause pour autant la puissance du monde occidental et de l'espace socialiste intercontinental, autant le réveil de ces grands pays offre une redistribution des cartes politico-économiques dans

(*) Maître de conférences en Sciences économiques à l'Université de Grenoble (France).

(**) Professeur de Sciences économiques à l'Université de Grenoble (France).

(***) Directeur du programme « Grande école » d'une école de commerce.

(1) En 2012, le PNB des pays non membres de l'OCDE égalera celui des pays de l'OCDE, alors que, un quart de siècle auparavant, le rapport était de 2/3, 1/3.

(2) Jacques FONTANEL, *La Globalisation en analyse*, L'Harmattan, Paris, 2005.

le grand jeu de la globalisation mondiale. L'émergence évoque aujourd'hui des pays assis sur des bases économiques relativement solides, déjà bien engagés sur les marchés mondiaux, disposant d'un fort potentiel de marché intérieur, d'une main-d'œuvre abondante et d'une démographie en croissance. Elle indique aussi des fragilités nées de cette croissance à pas « forcé », souvent menacée par l'instabilité financière et les aléas de la gouvernance économique mondiale.

Dans ce contexte, le concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) a été utilisé la première fois par Jim O'Neill dans une note interne de la banque Goldman Sachs en 2001 (3), pour expliquer, par blocs de pays, les prévisions économiques globales des cinquante années à venir. Les quatre puissances régionales appartiennent ou appartenaient à la classification propre aux pays émergents, de même que l'Afrique du Sud qui a été invitée plus tard dans ce « club international » encore fermé. Aujourd'hui, cette présentation statistique est devenue une entité politique et économique forte, une organisation politique internationale reconnue. Cependant, la cohésion des partenaires est surtout fondée sur la volonté de réduire le poids des pays de l'OCDE dans la « gouvernance » mondiale à leur profit. Sur les solutions à apporter à l'architecture politique et économique mondiale, les divergences sont encore bien marquées. De la capacité de ces pays à faire converger leur action sur le long terme dépendra l'avenir des « sommets BRICS » comme organisation-« club » capable de modifier les rapports de force en leur faveur et à celle de chacun de ses membres.

LA PUISSANCE ECONOMIQUE CROISSANTE DES PAYS BRICS

Les quatre pays « fondateurs » ont toujours été des phares dans l'histoire du monde du XX^e siècle, soit pour leur action auprès des pays non alignés (Inde, Brésil), soit par leur leadership sur le monde socialiste (Russie, Chine). Le concept de BRIC a permis de mettre en évidence, *ceteris paribus*, le fait que la puissance économique de ces quatre pays augmentait de manière très significative et que leur PIB total devait rejoindre celui cumulé des Etats-Unis, du Japon, de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de l'Italie en 2040 (4). Ces composantes ont toutes adopté l'économie de marché, après des expériences socialistes (Chine et Russie), socialisantes (Inde) ou marchandes avec une forte action de l'Etat (Brésil). Elles ont entrepris des réformes importantes pour une intégration élargie dans l'économie globalisée en s'ouvrant aux investissements étrangers, à l'innovation et à la création d'entreprises. La crise financière et économique

(3) Jim O'NEILL, « Building better global economic BRICs », *Global Economics Paper*, n° 66, Goldman Sachs, 2001.

(4) Dominic WILSON / Roopa PURUSHOTHAMAN, « Dreaming with BRICs : the path to 2050 », *Global Economics. Paper*, n° 99, Goldman Sachs, 2003.

de 2008 a accéléré l'évolution des rapports de force dans la gouvernance économique mondiale (5).

Aujourd'hui, depuis son élargissement à l'Afrique du Sud en 2011, le groupe BRICS est devenu une réalité politique, qui se réunit annuellement dans des Sommets de plus en plus organisés sous forme d'un système politique de coopération et de revendication (6). Les pays des BRICS cherchent aujourd'hui à renforcer leur puissance par un processus de concertation et une collaboration régulières entre eux, en vue de faire face au leadership occidental miné par des problèmes internes graves, qui ne favorisent plus vraiment une solidarité sans faille de ses composantes. Ces grandes puissances émergentes se détachent progressivement de l'ensemble du groupe des pays en développement pour constituer, *in concreto*, un groupe de pression économique et politique de premier ordre, capable de faire basculer les rapports de force du monde d'aujourd'hui et de demain.

Si les chiffres disponibles sont parfois discutables et recouvrent souvent autant d'ombres que de clarté, les BRICS représentent plus de 42 % de la population mondiale, près de 20 % du PIB mondial (soit plus de 13 600 milliards de dollars sur une production mondiale légèrement supérieure à 70 000 milliards de dollars courants) et ils s'inscrivent parmi les plus importantes économies dans le monde, au potentiel considérable, avec une participation estimée entre 45 % à 60 % de l'ensemble de la croissance mondiale à l'horizon 2050 (7) – l'économie américaine pourrait être dépassée par la Chine entre 2020 et 2030 et par l'Inde entre 2040 et 2045. Ils représentent près de 20 % du volume des échanges internationaux (commerce intra-Union européenne exclu) et ils disposent de 75 % des devises étrangères en réserve. Les BRICS sont à l'origine d'une inversion des rôles (8) : si à la fin du XX^e siècle, certains pays émergents ont fait appel aux soutiens du Fonds monétaire international et des pays développés pour résoudre leurs crises monétaires et financières, ce sont désormais les pays émergents et plus spécifiquement les BRICS qui sont sollicités pour financer les déséquilibres des pays développés (les Etats-Unis et les pays européens). La place grandissante des fonds souverains au sein de la finance internationale n'est que l'expression de la transformation des engagements extérieurs des BRICS depuis une décennie (9) : composés principalement de dettes par le passé, les engagements extérieurs des BRICS sont désormais constitués majoritairement d'investissements directs étrangers et d'inves-

(5) Yann ECHINARD / Fabien LABONDANCE (dir.), *La Crise dans tous ses états*, Presses universitaires de Grenoble, 2011.

(6) Iekaterinbourg en Russie en juin 2009, à Brasilia au Brésil en 2010, à Sanya en Chine en 2011 et à New Dehli en mars 2012

(7) Willem BUITER / Ebrahim RAHBARI, « Global growth generators : moving beyond emerging markets and BRIC », *Global Economic View*, Citigroup, 2011.

(8) Eswar S. PRASAD, « Role reversal in global finance », Jackson Hole Symposium, Federal Reserve Bank of Kansas City, 2011.

(9) Steven COISSARD / Yann ECHINARD / Alain LAURENT, « Les fonds souverains : réalités et enjeux », *Annuaire français des relations internationales*, vol. IX, 2011, pp. 763-777.

tissements de portefeuille. Sur le plan des firmes multinationales, l'évolution du classement des 500 plus grandes firmes réalisé annuellement par le *Financial Times* confirme cette montée en puissance des BRICS. Ce classement dénombrait seulement 7 firmes de « nationalité BRICS » en 2002 : 4 russes, 2 brésiliennes, 1 indienne et aucune chinoise. Dix ans après, selon le même classement, 61 firmes sont désormais de « nationalité BRICS » : 22 chinoises, 12 brésiliennes, 12 indiennes, 10 russes et 5 d'Afrique du Sud. Si nous ajoutons Hong Kong à notre analyse, en 2002, nous avons 14 firmes de « nationalité » BRICS (7+7) et, en 2012 ? 77 firmes (61+16). Le poids croissant des flux commerciaux générés par les BRICS n'est donc pas seulement le fait de firmes étrangères ayant décidé de délocaliser leur site de production, il est aussi le résultat de stratégies de firmes multinationales de nationalité BRICS.

Les émergents – dont les BRICS – ont jusqu'à présent fait preuve d'une résilience forte vis-à-vis de la première grande crise de l'économie mondiale (10). Cette résilience indique bien sûr que cette crise dite mondiale touche d'abord les pays développés, les pays du Nord, les pays de la deuxième mondialisation ; elle indique aussi que les émergents ont connu des crises financières importantes durant les vingt dernières années les incitant à renforcer leurs politiques de surveillance et à réduire leur vulnérabilité externe. Par cet effet d'apprentissage, ils ont sans doute renforcé leur résilience et peut-être amorcé un découplage vis-à-vis des pays du Nord.

Ces perspectives sont intéressantes à considérer, mais elles supposent que la situation politique et économique mondiale permette le maintien des tendances du passé ou du présent proche. Aujourd'hui, les quatre membres « fondateurs » appartiennent au *Top Ten* des PIB du monde (cf. le tableau 1).

Tableau 1 : classement des pays par PIB (estimations 2011, prix courants)

Pays	PIB (milliards de dollars) (11)	PIB par habitant (en PPA) (12)
1) Etats-Unis	15 065	12) 48 100
2) Chine	6 988	117) 8 400
3) Japon	5 855	37) 34 300
4) Allemagne	3 629	29) 37 900
5) France	2 808	35) 35 000
6) Brésil	2 518	100) 11 600

(10) International Monetary Fund, « Resilience in emerging market and developing economies : will it last ? », *World Economic Outlook*, oct. 2012, pp. 135-178.

(11) Le Journal du Net, « Classement PIB : les pays les plus riches du monde », 2012, disponible sur le site Internet www.journaldu.net/economie/magazine/classement-pib.shtml.

(12) Il faut noter que, dans ce classement, sont introduites des principautés ou régions comme le Liechtenstein, les Bermudes, New Jersey, les Falklands, Hong Kong, Guernesey, Cayman Islands, Gibraltar, British Virgin Island, Greenland, Andorre, San Marino, Ile de Man, Macao, Bahamas. Sans prendre en compte ces pays ou régions peu significatifs au regard de leur importance mondiale, les classements donnent alors une image plus juste avec les États-Unis (7^e), l'Australie (11^e), l'Allemagne (20^e), le Royaume-Uni (22^e), la France (23^e), le Japon (24^e), la Corée du Sud (25^e) ou l'Espagne (27^e). Cf. CIA, *The World Fact Book*, 2012, disponible sur le site Internet . www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2004rank.html.

Pays	PIB (milliards de dollars) (11)	PIB par habitant (en PPA) (12)
7) Royaume-Uni	2 481	34) 35 900
8) Italie	2 246	45) 30 100
9) Russie	1 885	70) 16 700
10) Inde	1 843	160) 3 700
11) Canada	1 759	23) 40 300
12) Espagne	1 536	43) 30 600
13) Australie	1 507	19) 40 800
14) Mexique	1 185	81) 15 100
15) Corée	1 164	40) 31 700
29) Afrique du Sud	422	105) 11 000

Il est à remarquer que la Chine et l'Inde sont les deux grands pays de l'Asie, que la Russie peut se reconnaître dans ce continent au même titre que celui de l'Europe, que le Brésil et l'Afrique du Sud sont les plus grandes puissances économiques respectivement de l'Amérique latine et de l'Afrique. Ils incarnent sans doute cette mondialisation *bifrons*, celle qui développe des interdépendances globales *via* les négociations multilatérales et les stratégies de firmes et celle qui développe des dynamiques d'intégration régionale (dynamiques dites du « nouveau régionalisme », apparues à la fin des années 1980 (13)) et favorise la signature d'accords commerciaux préférentiels (14). A ce titre, leur influence dans leurs zones continentales est considérable. Disposant de plus de 4 000 milliards de monnaies de réserves, le système de coopération BRICS est aujourd'hui en mesure d'agir profondément sur le système monétaire et financier mondial, système qu'il se propose souvent de modifier dans un sens moins favorable pour le dollar des États-Unis.

Il n'en reste pas moins que les pays composant le système BRICS n'ont pas encore un niveau de développement économique comparable à celui des pays occidentaux, qu'on se réfère au PIB par habitant en dollars courants ou qu'on prenne l'Indice de développement humain comme indicateur (*cf.* le tableau 2).

Tableau 2 : PIB par habitant en dollars et Indice de développement humain des pays du BRICS en 2011

Pays	PIB par habitant en dollars (15)	HDI 2011 (16)
Brésil	11.845	0,718
Russie	16.687	0.755
Inde	3.703	0,547
Chine	8.394	0,687
Afrique du Sud	10.977	0,619

(13) Yann ECHINARD / Laëtitia GUILHOT, « Le « nouveau régionalisme ». De quoi parlons-nous ? », *Annuaire français des relations internationales*, vol. VIII, 2007, pp. 775-792.

(14) Organisation mondiale du commerce, *Rapport sur le commerce mondial 2011. L'OMC et les accords commerciaux préférentiels : de la coexistence à la cohérence*, Genève, 2011.

(15) FMI, données de septembre 2011, 31 oct. 2011.

(16) Human Development Report Office (HDRO), United Nations Development Program, « Human development report 2011 – Human development statistical annex », nov. 2011, pp. 127-130.

Les pays BRICS forment aujourd'hui un « club » politique visant à fédérer l'action des partenaires et à introduire une action cohérente au nom des pays émergents. Ils se proposent de valoriser leur nouveau poids économique et de peser sur l'ordre mondial dans lequel leur influence est jugée encore bien insuffisante.

LES PAYS BRICS, ORGANISATION INFORMELLE
DE CONCERTATION ET D'ACTION COMMUNES,
SONT PORTEURS D'UNE CRITIQUE DE LA GOUVERNANCE MONDIALE

Le système BRICS est une plate-forme de dialogue et de coopération. L'organisation souhaite promouvoir la paix, la concertation, la conciliation, le développement et la sécurité, en exerçant collectivement un poids accru dans les organisations internationales en faveur des pays émergents ou en développement. La question de la dette internationale l'interroge, notamment en ce qui concerne le potentiel de développement dans un monde globalisé. Les « sommets BRICS » ont toujours proposé la restauration de la confiance des marchés, quitte à engager des politiques de coordination en vue de maintenir la stabilité macro-économique. Les partenaires souhaitent réduire les liquidités excessives, favoriser la régulation financière, promouvoir le développement des marchés financiers globaux et le système bancaire et engager des politiques macro-économiques responsables. Dilma Rousseff, Présidente du Brésil, revendique des politiques de change moins déséquilibrées au regard d'un dollar sous-évalué par rapport au réel. Elle demande aux Européens de trouver une solution à la crise de l'euro qui crée une incertitude grandement dommageable à la croissance globale mondiale. La volatilité excessive des capitaux et des marchés des matières premières déstabilise les économies des pays émergents. Il est donc nécessaire de réformer profondément le système monétaire et financier international en vue de soutenir le développement économique mondial.

Les sommets permettent aux BRICS de déterminer, lorsque c'est possible, une politique commune en vue de réduire l'importance politique des Etats-Unis et de l'Europe dans les organisations internationales. Ils conduisent aussi à une réflexion politique sur la situation économique globale, soutenant ainsi les réformes des objectifs et de la gouvernance des organisations internationales en vue d'une meilleure prise en compte des évolutions du monde d'aujourd'hui, pour lutter contre ses crises économiques et politiques. Dès le premier sommet, celui de Iekaterinbourg, les BRICS ont annoncé le besoin d'une monnaie de réserve globale, diversifiée, stable et prévisible. Il s'agissait déjà d'une critique de la domination du dollar dans les échanges internationaux, un dollar incapable de maintenir sa valeur à un niveau satisfaisant pour les détenteurs de monnaie de réserve. Zhou Xiaochuan, gouverneur de la Banque centrale de Chine, a accusé la Réserve fédérale américaine et la politique de relance des Etats-Unis de maintenir

les excédents commerciaux des pays émergents et de favoriser ainsi une inflation dans ces régions.

Jusqu'au Sommet de Delhi, les BRICS n'ont pas développé une politique étrangère commune et cohérente, sauf à définir de nouvelles relations internationales, notamment avec les Etats-Unis. Si la Russie, la Chine et l'Inde n'ont pas eu de liens étroits avec l'économie américaine du fait de leur histoire, le Brésil et l'Afrique du Sud les rejoignent dans cette méfiance économique, politique et culturelle. D'un point de vue politique, l'organisation informelle BRICS cherche à définir des positions communes sur la situation en Syrie, au Moyen-Orient, en Afghanistan, sur le terrorisme ou le changement de climat, sur le système monétaire et financier comme sur la question de la sécurité alimentaire et énergétique. Malgré le *lobbying* de Barack Obama, aucun pays BRICS n'a reconnu le Kosovo ; ils se sont tous opposés aux interventions armées en Libye et en Côte-d'Ivoire. La question du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a aussi été clairement évoquée.

Le 29 mars 2012, à Delhi, la question principale a porté sur le partenariat interne en vue de développer la stabilité, la sécurité et la prospérité de leurs zones d'influence. Le désir d'un renforcement du partenariat, d'une coopération accrue et d'une solidarité renforcée est clairement exprimé. Les pays BRICS s'inquiètent de la situation de la zone euro, ils soulignent les difficultés de réalisation d'un développement durable et s'interrogent sur la question du changement du climat dans le cadre de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique qui se tiendra au Brésil et en Inde. Les pays composant le système BRICS cherchent aujourd'hui à développer leurs coopérations économiques, notamment dans les domaines des ressources naturelles et technologiques. La Russie est un gros producteur de pétrole et de gaz, le Brésil se découvre de nouvelles potentialités dans ce domaine, la Chine et l'Inde sont les ateliers du monde, mais aussi des innovateurs potentiels, l'Afrique du Sud est riche également de ses matières premières. Il est certain que les accords d'échange entre les pays BRICS pourraient se multiplier dans les années à venir du fait de leur forte complémentarité sectorielle, mais, pour l'instant, ils ne sont pas encore suffisamment significatifs.

Les ministres des Affaires étrangères des cinq pays se réunissent régulièrement à New York, alors que les ministres de l'Economie et des Finances, de la Santé, de l'Agriculture, des Sciences et de la Technologie ou du Commerce se réunissent généralement une fois l'an. En avril 2010, la création du BRICS Inter-Bank Cooperation Mechanism a été engagée, destinée principalement à l'élargissement mutuel des facilités de crédit en monnaies locales et à la mise en place d'un accord de confirmation d'une lettre multilatérale de crédit. L'organisation informelle BRICS élabore des statistiques nécessaires à l'action de tous les partenaires et ils engagent des études, notamment sur leurs synergies et leur complémentarité, sur leur

rôle dans le système économique international et sur les questions énergétiques.

Le commerce, le développement des services et les investissements durables devront être développés, chacun utilisant sa propre monnaie afin de réduire la dépendance au dollar américain, les risques de fluctuation des devises internationales, ainsi que les frais commerciaux. Il s'agit d'une importante avancée en matière de change, puisque le commerce entre les marchés des cinq Etats pourra se réaliser sans recours obligatoire aux grandes monnaies internationales convertibles.

Les pays BRICS ont clairement conditionné leur appui financier au FMI à la réforme de cette institution. Ils reprochent aux Européens leurs finances publiques déficitaires qui enflamment les effets spéculatifs et aux Etats-Unis une relance économique fondée sur la dette qui développe les liquidités et fragilise ainsi l'économie mondiale. Une position commune a été énoncée concernant la participation accrue des pays en développement ou émergents à la gouvernance mondiale, avec une réforme des quotas du FMI et une meilleure représentation dans les organisations internationales. La légitimité du FMI comme autorité monétaire mondiale dépend de cette ouverture. L'idée est enfin d'inciter les membres du BRICS à engager des financements communs d'infrastructure, à développer les accords commerciaux et financiers, à abaisser leurs barrières commerciales respectives, à accroître leurs échanges scientifiques et technologiques et à privilégier des réflexions communes concernant le développement durable et l'urbanisation.

Les membres du BRICS ont étudié la possibilité de créer une banque de développement dédiée, mais aussi ouverte à d'autres pays émergents ou en développement, le Sommet de Delhi apportant une réponse claire à ce projet. Ils ont inauguré une Union boursière nouvelle – à l'exception de la Russie –, qui permet d'échanger des contrats à terme sur leurs indices domestiques depuis les autres marchés partenaires (17). Cette innovation permet aux investisseurs des pays émergents de financer leur économie à moindres coûts, mais elle crée aussi une volatilité accrue des liquidités internationales. Au fond, les pays BRICS commencent à lâcher le dollar et à ignorer l'euro. Certains même des commentateurs parlent de la fin du « roi dollar ». L'organisation informelle BRICS insiste sur la nécessité de réformer le système monétaire international ; les BRICS souhaitent réviser et développer le système des droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international (FMI).

La globalisation économique a été un formidable levier à la croissance économique des pays BRICS. Cependant, avec la guerre en Iraq, ces pays se sont mis à redouter les dangers de l'hégémonie américaine. A Cancún, en 2003, les pays émergents ont cherché à combattre la puissance occidentale

(17) Un *trader* indien pourra acheter sur le Bombay Stock Exchange un « future », produit dérivé, qui reflètera la valeur de l'indice chinois à une échéance donnée. La moitié des revenus générés par l'achat ou la vente de ces contrats reviendra au distributeur de l'indice, l'autre moitié reviendra à l'opérateur.

(Etats-Unis et Europe) en faisant échouer les négociations. Aujourd'hui, avec le poids de leur économie en forte croissance et de leur population, les pays BRICS veulent faire entendre leur voix. Ils le peuvent certainement ; la question est plutôt de savoir s'ils peuvent encore parler d'une seule voix, sur la base de propositions à la fois crédibles et unanimes. Ainsi, sur la question du refus de la guerre en Iraq leurs positions s'étaient déjà exprimées dans le même sens.

LES PRINCIPES FONDATEURS DE L'ORGANISATION BRICS DÉFINIS PAR LE SOMMET DE DELHI (MARS 2012)

Aujourd'hui, les « sommets BRICS » cherchent à développer une vision claire et ambitieuse de leur développement sur la base de cinq maîtres-mots : souveraineté, droit international, stabilité, sécurité et croissance. Il ne s'agit plus seulement de réunions d'experts, mais aussi d'universitaires et de techniciens des questions de sécurité et de paix. Au Sommet de Delhi (fin mars 2012), les pays BRICS ont travaillé sur la gouvernance mondiale, la promotion de la paix et de la stabilité et le renforcement de leur coopération, souhaitée pragmatique. Plusieurs recommandations ont été énoncées.

Premièrement, au regard de l'état de la zone euro et de la crise financière internationale, il est nécessaire de créer une architecture financière qui apporte une réponse aux chocs internes et externes à l'intérieur ou à l'extérieur des pays BRICS et des solutions politico-économiques susceptibles de relancer l'économie mondiale. La coalition BRICS se doit de proposer des solutions par une analyse attentive des meilleures pratiques et normes internationales. La Chine propose la création d'une monnaie de réserve mondiale indépendante, fondée sur le principe des droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international (FMI). Cette idée est une reprise de l'idée de monnaie internationale (le bancor) prônée en 1944 par Keynes pour garantir la stabilité monétaire mondiale. Le 29 mars, le « Sommet BRICS » a mandaté ses ministres des Finances pour examiner la faisabilité d'une banque de développement commune à ces pays, ouverte aux pays émergents et aux pays en développement. Dans ce contexte, il s'agit d'un « bien de club » et non pas d'un bien public international. Le renforcement de la coopération financière entre ses membres fait l'objet d'un accord unanime.

Ensuite, les pays BRICS doivent évoluer vers une plate-forme de négociation en vue de définir des politiques multilatérales contextualisées susceptibles de répondre aux turbulences sociales et politiques dans les pays du nord de l'Afrique et de l'Asie de l'Ouest.

L'implication des organisations non gouvernementales (ONG) et la dilution du principe de non-ingérence sont des défis à assumer dans le cadre du droit international. Il convient alors aux pays partenaires du système BRICS de se déterminer collectivement pour peser sur cette dualité.

La recherche d'un développement durable, capable de prendre en compte les actifs naturels, mérite un travail en commun. Elle concerne l'optimisation des actions économiques entre un court terme exigeant et un long terme aux valeurs différentes, mais tout aussi contraignantes. Les forums de Rio sont, à ce titre, porteurs de valeurs qu'il convient de respecter et de faire respecter.

Une autre recommandation a trait au combat contre le terrorisme, au trafic illicite de narcotiques, au blanchiment de l'argent sale et aux trafics humains, qui, tous, sont condamnés. Il convient alors que les pays coopèrent et mettent en place des institutions internationales adaptées.

Les communautés académiques et scientifiques des pays BRICS doivent également travailler de concert, dans le cadre d'un forum organisé par un coordinateur indien et en relation avec le monde économique et de l'innovation. Des échanges de professeurs, chercheurs, experts, éducateurs, étudiants sont à développer à l'intérieur des pays BRICS.

Les infrastructures publiques doivent aussi faire l'objet d'échanges d'information entre les membres des BRICS, concernant notamment l'urbanisation, les transports de masse, les programmes sociaux, l'éducation et les formes nouvelles de culture et de la connaissance. Il s'agit aussi d'améliorer la situation sanitaire dans l'ensemble des pays concernés, par des collaborations accrues concernant les médecines traditionnelles et les pratiques thérapeutiques nouvelles.

Le G20 doit prendre de l'importance pour la coopération économique internationale. Le système monétaire et financier mondial a l'obligation de mieux prendre en compte le poids et le pouvoir des pays émergents et en développement. Les réformes de la gouvernance et des quotas au FMI sont trop lentes, au détriment du « système BRICS ». Les efforts de recapitalisation du FMI doivent être accompagnés de transformations de son mode de gouvernance. Certaines organisations financières internationales devraient être gérés par un ressortissant des pays en développement, notamment le FMI et/ou la Banque mondiale. Le Brésil, la Russie, la Chine et l'Inde ont décidé, en mars 2012, de soutenir un même candidat à la présidence de la Banque mondiale, même si la cause semble perdue au regard des règles traditionnelles qui favorisent les citoyens américains à ce poste. Les pays émergents les plus puissants revendiquent clairement un partenariat mondial équilibré.

La priorité au développement soutenable et « vert » est clairement affirmée. C'est aussi dans ce cadre que l'organisation informelle BRICS s'inscrit, concernant les Accords de Doha, en faveur de la transparence et du multilatéralisme. La CNUCED doit jouer un rôle accru en faveur de la coopération technique, du développement et du commerce international, dans le cadre d'un consensus des partenaires. Les pays BRICS proposent des actions communes vis-à-vis de la situation au Moyen-Orient, en Syrie, en Afghanistan, sans nécessairement avoir recours aux puissances occidentales.

Les principes des Objectifs de développement du Millenium doivent être respectés : c'est la pierre angulaire de l'agenda de développement. L'organisation informelle BRICS soutient en outre le NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*).

Si le « système BRICS » n'a pas encore l'influence d'un G20 ou d'un G8, cette organisation n'en prend pas moins une place croissante sur la scène internationale. Les chefs d'Etat de ces pays se sont engagés dans des projets concrets, notamment la création d'une banque de développement Sud-Sud destinée à financer les infrastructures et l'innovation dans les pays en développement. Ce n'est pas encore un projet abouti ; c'est un projet qui répond à une forme d'agacement des pays BRICS face aux institutions internationales d'aujourd'hui, jugées trop proches des intérêts de l'Occident. Depuis le Sommet de Delhi, les pays BRICS se proposent de représenter, avec tout leur poids politique et démographique, les pays les moins avancés dans l'ordre économique. Ils souhaitent que le G20 mette en œuvre une coordination macroéconomique globale en vue de favoriser la reprise économique mondiale.

L'ORGANISATION INFORMELLE DU GROUPE BRICS N'EMPÊCHE PAS LES DIVERGENCES ET SOULÈVE PLUSIEURS INTERROGATIONS

Derrière l'unité de façade, les relations entre les pays BRICS sont complexes et souvent conflictuelles sur le fond. Les partenaires opèrent un rapprochement de circonstance en vue de valoriser certains intérêts convergents, mais les rivalités, régionales notamment, ne sont pas à négliger. Les relations entre la Russie et la Chine, la Chine et l'Inde sont toujours un mélange de coopération, d'intimidation, de méfiance et de rapports de force. Les marchés émergents n'évoluent pas toujours au même rythme et ils n'ont pas les mêmes contraintes économiques et sociales. Avec la crise financière mondiale, ils ont connu un net recul au regard des résultats exceptionnels précédents. L'acronyme « BRICS » regroupe des pays aux trajectoires et aux situations bien différentes. La crise économique internationale a mis en évidence une diversité d'effets. Alors que la Russie a été très affectée par la récession – du fait de la baisse de la demande de pétrole et de gaz –, l'économie chinoise a continué sur un rythme plus réduit, mais encore supérieur à 8 % par an, tandis que le Brésil et l'Inde n'ont eu que de faibles effets négatifs. Si la cohésion des pays BRICS pour s'opposer à l'hégémonie de l'Occident est forte, les partenaires sont cependant souvent en désaccord entre eux sur des sujets politiques et économiques importants.

La Russie n'a jamais appartenu au Sud, elle a même revendiqué, dans un autre temps et à l'intérieur de l'Union soviétique, une politique idéologique contre le système de la globalisation capitaliste. Dans sa période d'« économie de la transition », elle a vécu une crise économique très violente,

caractérisée par la désintégration de l'Union soviétique, une grave récession de la production nationale, l'effondrement du complexe militaro-industriel, la paupérisation d'une part croissante de la population, le passage du principe de la *nomenklatura* à l'émergence des oligarques (18). Aujourd'hui, la Russie bénéficie principalement de ses ressources énergétiques et de matières premières, mais la ré-industrialisation n'est toujours pas aussi engagée qu'elle pourrait l'être au regard des moyens importants charriés par les échanges internationaux.

Entre les partenaires des BRICS, les oppositions de politique économique subsistent. Ainsi, le Brésil, la Russie et l'Inde n'apprécient pas toujours l'action du gouvernement chinois, qui, fort d'un PIB supérieur à celui des autres partenaires réunis, a tendance à démontrer sa suprématie et à s'autoproclamer porte-parole de l'ensemble du groupe. Ses partenaires souhaitent que la Chine s'ouvre plus à leurs produits manufacturés et qu'elle ne se contente pas d'importer des matières premières. De même, ils apprécieraient une hausse du cours du renminbi (monnaie du peuple). La création d'une banque de développement permettrait aux pays émergents d'être plus indépendants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, mais la question de sa gestion peut faire l'objet de conflits entre les partenaires : pour la Chine, il s'agit de contourner l'euro et le dollar au profit du renminbi, ce que refuse le Brésil, très critique sur la question de la politique de dévaluation monétaire de Pékin.

La Chine est également soupçonnée de rechercher un G2, un statut de co-gestionnaire de l'ordre mondial avec les Etats-Unis. Si cette politique était avérée, le concept de BRICS n'aurait alors pour le C de l'acronyme qu'un intérêt, celui de témoigner de la capacité de la Chine à organiser une résistance à l'ordre hégémonique américain que de nombreux marchés nationaux ou intracontinentaux commencent à dénigrer et à rejeter, notamment dans les pays les plus pauvres. Dans ce pays, l'Etat reste l'acteur central : dominé par les dirigeants du Parti communiste, il dirige des entreprises et les banques publiques en situation de monopole annoncé ou de monopole formel ; lorsque ces dernières sont introduites en bourse, l'Etat conserve une part majoritaire dans les secteurs qualifiés de stratégiques, chaque entreprise étant dotée d'une cellule du Parti. Le capitalisme d'Etat domine, la banque nationale n'est pas indépendante. Les banques prêtent à des taux très faibles, contrôlés par l'Etat, sans études économiques préalables rigoureuses. Des investissements d'importance sont réalisés en termes d'infrastructures, souvent sur la base de critères politiques ou pour soutenir une politique industrielle aux énoncés moins porteurs au regard des financements initiaux. En outre, les bénéficiaires des entreprises ne bénéficient guère à l'actionnaire Etat et le bien-être global de la population n'est qu'indirectement pris en compte dans les choix des gouvernants

(18) Jacques FONTANEL, *L'Avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1998.

chinois. Il s'agit là d'une source de préoccupation certaine sur le devenir à la fois schizophrène – à l'intérieur – et paranoïaque – à l'international – du modèle chinois.

Les pays BRICS sont également associés pour conduire le changement d'un système qui produit une précarité excessive. Attachés au respect de la souveraineté des Etats, ils sont souvent placés en porte-à-faux au regard d'une politique internationale qui propose souvent une ingérence collective, en opposition au principe de la souveraineté des Etats tiers. Volontiers porteurs d'une autonomie politique à l'égard de l'Occident, ils ne peuvent s'engager trop loin dans les déclarations de solidarité sans remettre aussi en cause leur propre identité, laquelle est souvent éloignée de celle de chacun de leurs partenaires. Dans ce contexte, ont-ils réellement les moyens de constituer un contrepoids monolithique à l'Occident sans prendre des engagements susceptibles de remettre en cause une part de leur souveraineté ?

Les partenaires du système BRICS connaissent des difficultés structurelles profondes, qui sont susceptibles de remettre en cause leur stabilité politique et sociale interne. La libéralisation de l'économie brésilienne s'est effectuée au rythme de la libéralisation de l'économie mondiale, avec un essor rapide des firmes multinationales brésiennes dans les productions primaires (notamment agriculture et énergie) et industrielles (aéronautique) ; en dépit de la politique sociale de Lula, les inégalités sociales et régionales restent considérables. La Russie connaît un fort déclin démographique et d'espérance de vie ; avec le pétrole et le gaz, le pays a un développement très déséquilibré et inégalitaire. La Russie n'est en fait pas un pays émergent, mais en transition. Il ne faut en outre surtout pas oublier sa puissance militaire et nucléaire. L'Inde est un pays sous-développé, avec une répartition des revenus moins inégalitaire, une très forte population rurale, de grands centres urbains spécialisés dans les industries et des activités des services destinées à l'exportation. La Chine est l'atelier du monde et une formidable puissance commerçante, financière et militaire, mais sa structure schizophrénique de pouvoir entre le monde politique et la sphère économique ne peut manquer à terme de soulever de graves problèmes sociétaux. Enfin, l'Afrique du Sud a un PIB très inférieur à la Chine. Son lien avec le « système BRICS » est fondé sur la supériorité de son économie au regard de tous les pays africains et de ses réserves de matières premières. Les destins économiques de ces cinq pays ne sont pas « naturellement » liés. Seule une volonté politique d'agir dans le concert international donne à la coalition BRICS sa cohérence.

Le système de banque de développement propre aux pays BRICS n'est pas encore né. Plusieurs opérations complémentaires ont été engagées dans le secteur de la monnaie et des financements, mais les résultats ne sont pas encore à la hauteur des espoirs suscités. La volonté des pays BRICS d'engager ensemble des contrats boursiers dérivés, destinés à produire des effets d'attractivité d'investisseurs en recherche de croissance et de

diversification, n'a pas encore produit de résultats convaincants. A Hong Kong, seuls les contrats de l'indice sud-africain ont connu des offres significatives. Cependant, selon les experts, les actifs financiers des pays en développement devraient se développer à un rythme de 6,5 % par an pendant dix ans, soit deux fois et demie plus vite que celui des pays dits développés. Il n'empêche que ces pays connaissent encore de graves difficultés dans le secteur financier. En cas d'instabilité financière, l'« effet Tequila » – en référence à la situation mexicaine – surgit presque instantanément, mettant ainsi en évidence la relation de cause à effet suivante : lorsqu'un pays émergent subit une crise économique, les autres pays émergents sont soumis à des retraits de capitaux.

Politiquement, les divergences restent importantes. La Chine et la Russie n'apportent toujours pas leurs soutiens aux revendications du Brésil et de l'Inde de devenir *intuitu personae* des membres permanents au sein du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Dans les organisations internationales, ces pays sont parfois en désaccord ou en concurrence. Le groupe BRICS n'a pas été capable de choisir un nom commun pour défendre la candidature de l'un des leurs à la tête du FMI et leur apparente solidarité pour le nom du nouveau Directeur de la Banque mondiale n'a pas empêché la nomination du candidat des Etats-Unis.

Les relations historiques entre l'Inde et la Chine ont été marquées par des guerres (défaite de l'Inde en 1962) et la paix entre les deux Etats n'est pas complètement définie, notamment sur les frontières et la question tibétaine. La Chine est aussi contestée sur la question des valeurs démocratiques, même si cette critique pourrait aussi être adressée à la Russie. Le fleuve Amour, au nom si peu en rapport avec les revendications qu'il suscite, reste encore une occasion de conflit au moins verbal entre la Russie et la Chine.

En terme de politique internationale, les divergences se font au cas par cas. Si l'Inde se méfie de l'islamisme pour des raisons de politique intérieure, il n'en va pas de même pour les Brésiliens ou les Africains du Sud. Nationaliste, l'ensemble du groupe BRICS veut préserver son autonomie politique, sur la base de la souveraineté des Etats. Si Israël attaque l'Iran avec le soutien de Washington, une grave crise politique pourrait alors opposer le monde occidental avec les pays BRICS. D'autres intérêts régionaux ne sont pas partagés par tous les partenaires. Dans la guerre syrienne, les Russes soutiennent Damas pour éviter la constitution d'un front islamiste dans la région. Le Brésil adopte une politique plus proche de celle des pays occidentaux.

Culturellement, les divergences sont considérables, avec des inégalités sociales de degrés différents selon les pays et des politiques hétérogènes de formation et de recherche – surtout – à redévelopper. Les pays du BRICS ont encore de nombreuses personnes et groupes sociaux au-dessous du seuil de pauvreté, ce qui ne va pas manquer de créer, à terme, un malaise social important. Les seuils de sécurité interne et internationale des pays BRICS

ne sont pas encore des indicateurs fiables de situations non conflictuelles, gages de paix (19).

Les pays BRICS sont engagés aujourd'hui dans une augmentation substantielle de leurs budgets de défense, les uns pour asseoir leur prédominance régionale, d'autres pour se défendre face aux « ennemis héréditaires », d'autres encore pour affirmer leur aspiration à un rôle mondial significatif. Les effets de ces dépenses militaires ont des effets hétérogènes sur la croissance économique des pays en développement, mais la question n'est pas toujours tranchée pour les pays émergents (20). La Chine et la Russie sont les deux plus grandes puissances militaires mondiales après les Etats-Unis et leurs ambitions dans ce domaine sont en phase d'extension. La Chine a doublé son effort en une décennie et Moscou poursuit le rééquipement et la modernisation de ses forces armées, notamment dans l'arme nucléaire (21). Aujourd'hui, mise à part l'Afrique du Sud dont les dangers sont d'abord de type domestique, les pays BRICS sont parmi les plus grands « dépensiers » dans le domaine militaire du monde, respectivement 2^e, 3^e, 8^e et 11^e pour la Chine, la Russie, l'Inde et le Brésil. Notons cependant que tous ces pays se situent en dessous de la moyenne mondiale en pourcentage des dépenses militaires par rapport au PIB, à l'exception de la Russie et, de manière peu significative, de l'Inde.

Tableau 3 : les dépenses militaires en milliards de dollars courants (22)

Années	Pays	Dépenses militaires en milliards de dollars	% du PIB
-	Total du Monde	1 630,0	2,6
1	Etats-Unis	711,0	4,7
2	Chine	143,0	2,0
3	Russie	71,9	3,9
4	Royaume-Uni	62,7	2,6
5	France	62,5	2,3
6	Japon	54,5	1,0
7	Arabie Saoudite	48,2	10,4
8	Inde	46,8	2,7
9	Allemagne	46,7	1,3
10	Italie	37,0	1,8
11	Brésil	33,5	1,6
12	Corée du Sud	27,6	2,8
13	Australie	24,0	2,0
14	Canada	22,8	1,5
15	Turquie	17,5	2,4
43	Afrique du Sud	3,8	1,3

(19) Jacques FONTANEL, *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris, 2010.

(20) Jacques FONTANEL, « The economics effects of military expenditure in Third World countries », *Journal of Peace Research*, 1990.

(21) Jacques FONTANEL / Ron SMITH, « International security, defence economics and the powers of nations », in Jacques FONTANEL / Manas CHATTERJI (dir.), *The Economics of International Security*, Elsevier, 2008.

(22) SIPRI Yearbook 2011 – 15 countries with the highest military expenditure in 2011.

* *

*

Parti d'un acronyme statistique, l'acronyme BRICS a suscité la création d'une organisation internationale – encore – informelle, qui exerce une influence croissante dans les décisions politico-économiques internationales. Plusieurs pays se montrent désireux de rejoindre le Club, notamment le Mexique – ce qui peut poser un problème aux Etats-Unis –, la Corée du Sud – pays pourtant déjà développé – ou la Turquie – laquelle peut ainsi abandonner le rêve européen pour une démarche plus mondialiste, témoignage de sa reconnaissance comme grande puissance économique et politique.

Cependant, si l'esprit de Bandung souffle parfois sur les sommets BRICS, les pays émergents ont des intérêts souvent divergents, obéissant à des logiques et des intérêts nationaux qui leur sont propres. La question est de savoir si la cohérence de leurs actions communes les conduira à imposer de nouvelles règles du jeu dans le concert international, au-delà des seules considérations économiques. Il s'agit de remettre en cause de manière définitive la suprématie « historiquement limitée dans le temps » de l'Occident, mais aussi de redéfinir les liaisons souhaitables entre l'économie de marché et le rôle de l'Etat, revenir d'une certaine manière à une économie plus politique (23). Cette volonté répond en soi à une nécessité. Le « rattrapage » de développement économique tel qu'il a été présenté par Rostow est sans doute un concept dépassé. De nouvelles formes de développement doivent naître, à moins d'accepter, à terme, un épuisement des formes d'énergie et de matières premières, un changement climatique mortifère et des conflits militaires à venir. Il n'est cependant pas certain que les pays BRICS s'inscrivent dans une démarche nouvelle. Les partenaires souhaitent d'abord se développer dans la même veine que le développement économique qui existe depuis la révolution industrielle, laquelle, pour avoir été en son temps un gage de liberté et de bien-être accru, n'est pas moins porteuse aujourd'hui de menaces pour l'existence même de la vie sur Terre (24).

(23) Jacques FONTANEL / Raymond BARRE, *Principes de politique économique*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991.

(24) Jacques FONTANEL, *Ecologie, économie et plurigestion*, Editions Entente, Paris, 1979.